

LE CENTRE INTERNATIONAL DES CIVILISATIONS BANTU (CICIBA)

Le Centre international des civilisations bantu (CICIBA) a été créé sur l'initiative du président Omar Bongo, et approuvé par la Première conférence des ministres de la Culture de la zone bantu, tenue à Libreville du 5 au 9 juillet 1982. A cette conférence participèrent les États suivants : Angola, Burundi, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Zaïre. Le Cameroun et le Nigeria étaient présents à titre d'observateurs.

Le CICIBA fait l'objet d'une convention intergouvernementale qui a été ratifiée au cours de la Deuxième conférence des ministres de la Culture qui vient de se tenir dans la capitale gabonaise (4-8 janvier 1983). Le texte définitif de cette convention, mis au point par une réunion d'experts, a été paraphé par l'Angola, les Comores, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale, la RCA, São Tomé et Príncipe, le Zaïre et la Zambie. Plusieurs autres pays suivront. En plus des ministres et experts des pays signataires, on notait la présence de délégations du Burundi et du Rwanda, ainsi que celle d'observateurs des pays suivants : Belgique, Cameroun, Canada, France (LACITO du CNRS et ORSTOM), Nigeria. Étaient présentes également les organisations internationales ci-après : ACCT (Agence de coopération culturelle et technique), ICA (Institut culturel africain), UNESCO, AIRCLA (Association internationale pour les recherches sur les civilisations et la littérature africaines), PNUD.

Le CICIBA est régi, politiquement, par la Conférence des ministres de la Culture qui se réunira en session ordinaire tous les deux ans. Il est géré par un Conseil d'administration comprenant des représentants des États membres, des personnalités du monde culturel et scientifique et des représentants des organisations internationales. Un directeur général, nommé par la Conférence des ministres de la Culture, est le garant du bon fonctionnement du CICIBA.

Dans l'esprit de son instigateur, le CICIBA est « appelé à devenir le carrefour culturel privilégié de l'Afrique sub-sahélienne ». Son but politique est de diminuer les barrières linguistiques héritées du découpage colonial (on parle français, anglais, portugais et espagnol dans la zone concernée) et de surmonter les obstacles surgissant de la diversité des régimes politiques.

Le CICIBA a son siège à Libreville (Gabon), où d'importants bâtiments lui seront édifiés aux frais du gouvernement gabonais. Il doit être un foyer de recherche, de documentation, de diffusion, d'animation, de formation et de coordination, dans le domaine de la culture et des sciences humaines. Une des actions prioritaires du CICIBA consistera à

organiser une banque de données informatisée et un centre de documentation sur les civilisations des peuples de la zone bantuphone. Des programmes de recherche interdisciplinaire seront mis en œuvre dans des domaines aussi variés que l'histoire, la linguistique, l'anthropologie, les technologies et les savoirs traditionnels, la musique et la danse, les arts plastiques, la conservation du patrimoine, le droit, la philosophie, etc. Le CICIBA devra aussi organiser de grandes manifestations culturelles internationales.

Dans un premier temps, le CICIBA sera financé en grande partie par le Gabon. Puis il vivra des contributions des États membres et des dons ou subventions qui pourraient lui être accordés. D'ores et déjà, le PNUD a annoncé une contribution pour 1983, destinée à financer les études préalables à l'installation du Centre.

La création du CICIBA vient à point nommé, au moment où le renouveau des études bantu remet en cause bien des hypothèses antérieures, et où les chercheurs de tous pays ressentent la nécessité de confronter leurs résultats à ceux des autres disciplines. Les langues bantu représentent à peu près le dixième des langues parlées sur la terre et elles comptent environ 150 millions de locuteurs. Ces chiffres suffisent, à eux seuls, à justifier l'entreprise. Les politiques, de leur côté, espèrent que le CICIBA aidera les peuples de cette immense région à prendre conscience des liens qui les unissent, par-delà les ethnies et les États.

Henry Tourneux